

# ***l'Anti*capitaliste**

n°218 | 21 novembre 2013 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ [www.NPA2009.org](http://www.NPA2009.org)

## **LE PS RENONCE ET LES RACISTES ATTAQUENT**



# **YA BASTA!**



**Dossier**  
**Violences faites aux femmes: des luttes à mener!** Pages 6 et 7



**ÉDITO**  
Budget et enfumage fiscal  
Page 2

**PREMIER PLAN**  
Philippines: et maintenant la crise humanitaire  
Page 3

**ACTU POLITIQUE**  
*Minute*: la nausée et les mains sales  
Page 4

**LIBRE EXPRESSION**  
Entretien avec Vincent Drezet  
Page 12



édito

Par HENRI WILNO

## Budget et enfumage fiscal

Le budget 2014 a fait l'objet d'une double approbation : par les députés français et par la Commission européenne. Les députés ont adopté le texte mardi 19 novembre par un vote acquis d'avance, malgré quelques grognements du côté de la majorité. Ainsi, le vendredi précédent, les députés PS avaient voté contre l'avis du gouvernement des amendements durcissant le régime fiscal des grands groupes. Mais cette petite rébellion de dernière minute ne change rien à la logique d'ensemble du texte. D'ailleurs, ce même vendredi, le budget français a été approuvé par la Commission européenne, désormais chargée de donner un avis avant le vote parlementaire. C'est bien le signe que Paris est inscrit dans la logique austéritaire globale, même si la Commission en a profité pour en rajouter : il faut couper encore dans les dépenses et poursuivre les réformes structurelles (c'est-à-dire antisociales). Les députés du Front de gauche ont cette fois-ci refusé ce budget. Nous nous en félicitons : il n'est jamais trop tard pour bien faire. Mais d'autres manœuvres commencent : Ayrault confirme la hausse de la TVA programmée au 1<sup>er</sup> janvier et dans le même mouvement l'ouverture d'une concertation pour une « remise à plat de la fiscalité ». Hollande a refusé de faire une vraie réforme fiscale faisant payer les riches et les grandes entreprises. Il a multiplié les mesures partielles et injustes. Maintenant, il dit qu'il veut tout remettre à plat ! Mais qui va payer ? La fusion de la CSG et de l'impôt sur le revenu à nouveau évoquée mettrait encore plus en péril les finances de la sécurité sociale comme le NPA l'a expliqué durant les présidentielles. Il n'y a rien de bon à attendre de ce gouvernement qui élude la question essentielle, celles des licenciements et des suppressions d'emplois qui créent la désespérance sociale. La hausse de la TVA est une vraie crapulerie. Tenaces et organisés, les patrons profitent à fond des reniements de Hollande et surfent sur la désorientation actuelle des travailleurs. Les divisions sont multiples et ouvrent des marges de manœuvre à la droite et aux organisations patronales, sans oublier le Front national. Mais cette difficulté ne saurait excuser les compromis avec le gouvernement, l'attentisme ou les diversions boutiquières par rapport aux mouvements réels.

## BIEN DIT

De temps à autre, peut-être une fois par siècle, il y a une sorte d'acte de foi. Un puits de foi s'emplit, un énorme bond en avant se produit dans un pays ou dans un autre, et cela constitue un pas en avant pour tous les peuples. (...) Pour notre siècle, ce fut 1917 en Russie.

L'écrivaine et prix Nobel de littérature DORIS LESSING, disparue le dimanche 17 novembre, dans le *Carnet d'or* (1962).

## À la Une

# Le PS renonce et les racistes attaquent

*La Une de Minute, journal d'extrême droite, a créé un émoi considérable en attaquant Christiane Taubira, avec une référence ouvertement raciste : « Maligne comme un singe, Taubira retrouve la banane »...*

Christiane Taubira, ministre de la Justice et artisanne de la loi sur le « mariage pour tous », est aussi femme et noire. Elle est devenue ces derniers mois la cible de l'extrême droite. Le 17 octobre, Anne-Sophie Leclere, candidate Front national aux municipales, comparait Christiane Taubira à un singe. Il y a eu encore ces enfants qui, dans le cadre d'une initiative de « la manif pour tous » à l'occasion d'un déplacement de la ministre de la Justice à Angers, ont crié « La guenon, mange ta banane ! » Notre solidarité avec Mme Taubira est évidente et la dignité dont elle fait preuve face à la violence de ces attaques racistes force le respect. Mais comment être surpris par cette Une de *Minute* ? Il ne s'agit après tout que d'un torchon d'extrême droite à la diffusion confidentielle. Et comment s'étonner que des candidats d'un parti xénophobe tiennent des propos racistes ?

**Le retour des réacs et des fachos**  
Mais si les propos racistes débordent d'un peu partout, c'est bien qu'il y a un contexte qui rend cela possible. Nous venons de vivre une séquence politique, autour des mobilisations contre le mariage pour tous qui a redonné confiance à l'extrême droite. La violence des propos homophobes, les liens — y compris coude à coude dans les manifestations — entre la droite et de l'extrême droite tissés ces derniers mois, leur capacité retrouvée à prendre la rue, ont profondément modifié la situation politique en France. Tout cela s'est préparé durant les années Sarkozy, au cours desquelles

les glissements et les dérapages xénophobes ont servi de système de communication. Que l'on se souvienne du discours de Dakar où il affirmait que « l'homme africain n'est pas assez entré dans l'histoire » ou des discours de la campagne présidentielle de 2012 (inspirés ou écrits par Patrick Buisson... ancien directeur de la rédaction de *Minute* !). On pourrait encore évoquer les divers propos des ministres du gouvernement Sarkozy (Hortefeux, Guéant ou Morano), et on pourra ajouter à cela — entre autres — l'emballage législatif anti-immigrés qui a marqué cette période.

### Derrière les postures, les renoncements

Aujourd'hui les propos de l'actuel ministre de l'Intérieur Valls, en particulier sur les Roms, ne dénotent pas tout à fait dans le tableau. Tout cela n'est pas à mettre au même niveau, mais participe d'une ambiance malsaine. C'est presque une banalité de le dire, mais la crise qui frappe aujourd'hui les peuples en France et en Europe nourrit ce genre de dérives. Son développement, le développement du chômage engendre la montée de l'extrême droite presque partout en Europe, une montée qui s'accompagne d'une stigmatisation croissante des populations étrangères, qui peut aller parfois, comme en Grèce, jusqu'aux ratonnades, voire au meurtre... Face à cette situation, les postures indignées ne peuvent suffire. La participation à un meeting, de Manuel Valls au côté de la Garde des sceaux pour dénoncer les attaques dont elle est victime, ressemble à une farce. Car

face à la montée de l'extrême droite, Manuel Valls ne fait pas parti de la solution, mais plutôt du problème. Un problème qui est bien la politique du ministère de l'Intérieur et plus largement d'un gouvernement, dont on peut se demander ce qu'y fait Christiane Taubira.

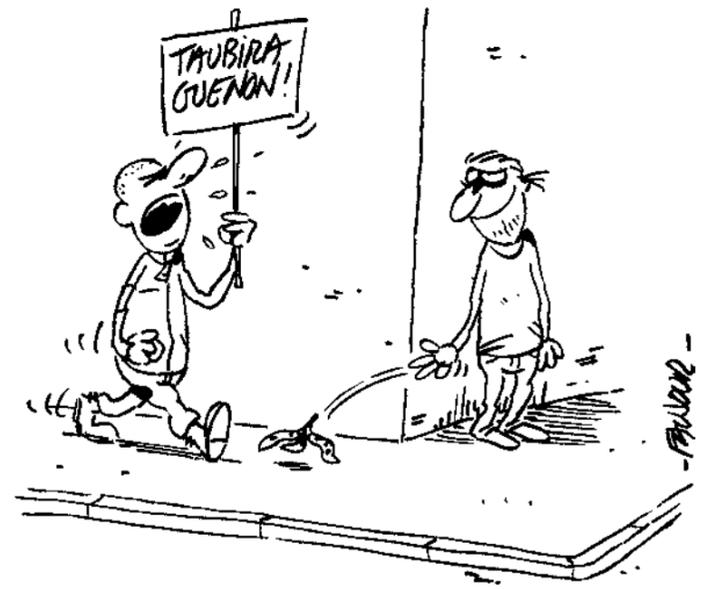
### S'attaquer aux racines

La réponse à la situation demande des réactions sérieuses. Combattre l'extrême droite et ses idées sur tous les terrains, et s'engager résolument dans une lutte qui s'attaque au terreau dont se nourrit l'extrême droite. On ne lutte pas contre le racisme en expulsant des jeunes lycéens, ni en détruisant des campements de Roms.

On ne combat pas l'extrême droite en menant une politique toujours plus sécuritaire et toujours plus répressive. On ne combat pas la droite en menant une politique de droite. On n'est pas de gauche en étant aux ordres du Medef.

Il est temps de changer de logiciel. Et si on essayait de s'en prendre aux patrons plutôt qu'aux immigrés ? Si on finançait l'éducation, plutôt que les entreprises au nom de la « compétitivité » ? Si on taxait Boloré, Arnault et tous leurs copains du CAC 40, plutôt que les salariéEs, les chômeurEs et les retraitéEs ? Il y a urgence à mener une réelle politique sociale, de redistribution des richesses, qui n'hésite pas à s'en prendre aux plus riches... Cette politique n'aurait pas besoin de boucs émissaires pour masquer les désastres sociaux qu'elle engendre. Tous ensemble ya basta !

Pierre Baton



## FRONT DE GAUCHE Manifester, oui mais pour faire quoi ?

Plus que jamais, les chemins de la lutte de classes sont escarpés, imprévisibles et non balisés. Aujourd'hui, après la défaite sans combat sur les retraites, les événements qui donnent espoir à tous ceux et celles qui ne se résignent pas ont pour noms : manif de Quimper, mobilisations des lycéens contre les expulsions de Leonarda et Khatchik, lutttes contre la réforme des rythmes scolaires.

### Une manifestation des luttes pour construire une opposition politique

L'annonce de Mélenchon d'appeler à Paris à « une marche pour la révolution fiscale, pour la taxation du capital et contre la hausse de la TVA au 1<sup>er</sup> janvier » s'inscrit dans cette situation. Cela pourrait être une manifestation politique clairement en opposition au gouvernement. Cependant, au lendemain des manifestations départementales bretonnes du 23 novembre à l'appel des syndicats et du 30 novembre à Carhaix à l'appel des Bonnets rouges, cette manifestation du 1<sup>er</sup> décembre suscite des questionnements légitimes. Cette proposition vise à capter le mécontentement

Ces mobilisations rassemblent de fait une partie des luttes vitales des salariéEs et des jeunes : contre les licenciements et pour le droit à un emploi pour toutes et tous, contre le racisme et pour la régularisation de tous les sans-papiers, pour un vrai service public de l'éducation...

### Rassembler les victimes de l'austérité

Le contexte est particulièrement complexe, notamment en Bretagne : à la

manifestation de Quimper, les salariéEs en lutte ont disputé la rue à la droite, à la FDSEA, et à des militants d'extrême droite, sans le soutien de la plupart des syndicats qui préféreraient avec le Front de gauche manifester à Carhaix ! Avec en prime, un Mélenchon plus arrogant que jamais, qui traitait les manifestants de Quimper de « nigauds » et d'« esclaves »... Nous avons choisi d'être présents à Quimper, avec les salariéEs de Gad, de Doux, de Marine Harvest ou de Tilly-Sabco.

Avec eux, nous avons défendu et continuons à défendre le rassemblement de toutes celles et ceux qui sont frappés par des plans d'austérité qui détruisent les emplois, contre le règne de l'injustice fiscale et l'augmentation des impôts des salariéEs au SMIC sans toucher à ceux des patrons du CAC 40, contre les augmentations de TVA dès janvier, ainsi que contre l'écotaxe. Seul ce type de rassemblement est de nature à inverser le rapport de forces.

Le NPA défend l'urgence et la nécessité de construire dans l'unité et la clarté une opposition globale à ce gouvernement « de gauche ». Cela signifie saisir chaque occasion de faire converger les luttes, de les unifier, d'occuper ensemble le terrain en toute indépendance. Cela exige de partir des situations réelles de mobilisations des salariéEs et en même temps défendre nos propositions. C'est aussi la raison de notre présence ce samedi 23 novembre aux manifestations départementales bretonnes.

# Un monde à changer

**CATASTROPHES NATURELLES.** Les pertes dues à des catastrophes naturelles s'élèvent à environ 200 milliards de dollars par an depuis une décennie, soit quatre fois plus que dans les années 80, a indiqué lundi 18 novembre un rapport de la Banque mondiale. Ces trente dernières années, quelques 2,5 millions de personnes ont été tuées dans des catastrophes naturelles, dont les trois quarts liées à des événements météorologiques extrêmes, avec des dommages s'élevant à 4 000 milliards de dollars, précise ce rapport publié à Varsovie en marge de la conférence climat de l'ONU. Le rapport rappelle que les pays les plus touchés sont aussi les plus pauvres.

Tout cela est bien vrai mais la Banque mondiale oublie deux choses. D'une part, que les politiques de développement qu'elle prône depuis des décennies ont contribué à augmenter l'incidence des dérèglements climatiques. D'autre part, que l'impact d'une catastrophe naturelle dépend aussi des structures et du fonctionnement des États: sinon, comment expliquer que Cuba (dont nous n'ions pas les limites et les évolutions négatives), confronté aux mêmes phénomènes météorologiques que les autres États des Caraïbes, connaisse régulièrement un nombre de décès bien plus faible que ses voisins? Impréparation, inégalités sociales et corruption tuent aussi dans les catastrophes naturelles.

## PHILIPPINES

# Et maintenant la crise humanitaire

*Les secours n'arrivent toujours que très lentement dans les zones dévastées par le super typhon Haiyan.*

Une semaine après la catastrophe, le gouvernement philippin a fièrement annoncé que 7 200 bouteilles d'un litre d'eau avaient été distribuées dans les zones dévastées de Leyte... alors que la population de la seule ville de Tacloban se monte (se montait) à 220 000 habitants, qu'il fait une chaleur torride et que

les malades déshydratés affluent dans des centres de soins sans moyens. En attendant des secours qui n'arrivent qu'au compte-goutte, des sinistrés percent des conduites pour trouver à boire, sans savoir si cette eau est potable ou contaminée par les cadavres qui se décomposent sous les décombres. Le salut doit-il venir de la pluie?

En fait, si l'aide commence à arriver, c'est que la flotte américaine s'est positionnée au large des côtes de Leyte et Samar — ce que la flotte philippine aurait pu faire dès le lendemain du désastre: l'archipel ne manque pas de navires militaires ou marchands! Le gouvernement avait cependant d'autres priorités: régler des comptes et museler la presse. Le pouvoir est tenu aux Philippines par des grandes familles, alliées ou rivales. Le président est un Aquino; Tacloban est territoire des Romualdez. Or il y a du sang entre les deux clans. Une bonne raison pour jeter le blâme sur les seules autorités locales, et la population se retrouve otage du jeu politique des élites.

### Après la catastrophe, le scandale?

Si vous vous en remettez à la presse philippine, vous en saurez bien peu sur l'ampleur du désastre. Médias et réseaux sociaux ont été mobilisés pour dénigrer les reportages des journalistes étrangers. Ainsi, arguant de son professionnalisme, la chroniqueuse Korina Sanchez a lancé la curée contre Anderson Cooper de CNN. Mais des mauvaises langues ont rappelé qu'elle est l'épouse du ministre de l'Intérieur, ministre chargé de la distribution

des secours. Quant au responsable provincial de la police qui avait déclaré craindre 10 000 morts à Tacloban, il s'est tout simplement vu retirer son poste... De nombreux cadavres doivent être enterrés dans des fosses communes sans avoir pu être identifiés: saura-t-on jamais le nombre réel des victimes?

Le président Benigno «Noynoy» Aquino III s'était fait élire en promettant d'éradiquer la corruption, cancer du régime. Un énorme scandale menace pourtant aujourd'hui les programmes chargés des infrastructures publiques et de la réduction de la pauvreté. L'aide internationale s'annonce considérable, mais dans quelle mesure profitera-t-elle aux plus démunis à l'heure où les secours servent à conforter des clientèles?

Même avec des moyens très limités, il est important d'appuyer l'action des mouvements populaires militants qui interviennent directement sur le terrain et se tiennent à l'écart des réseaux de clientèles. C'est ce que l'association ESSF<sup>1</sup> a commencé à faire en envoyant 4 000 euros à ses partenaires philippins. Un effort qu'il faut amplifier et poursuivre.

**Pierre Rousset**

1. Premier bilan de l'aide apportée par ESSF: <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article30337>



DR

populaire en faveur du FdG. Et si cette initiative est conçue comme un désaveu de celle des Bonnets rouges, elle est condamnée d'avance. Si elle ne vise pas à la convergence des luttes nécessaires contre les licenciements, contre la politique d'austérité du gouvernement, elle se résumera à un coup politique au service du FdG, voire un simple moyen pour eux de tenter de se réconcilier, après les tensions liées à la préparation des élections municipales. Au contraire, si elle devient une marche unitaire cherchant à rassembler dans le respect de toutes et tous, à prolonger les mobilisations en cours pour les étendre et les faire converger, elle pourrait devenir un moment important pour renforcer et amplifier les mobilisations, construire une mobilisation globale, sociale et politique: pour une fiscalité

anticapitaliste, pour l'interdiction des licenciements, l'arrêt des politiques d'austérité, et la fin des expulsions d'enfants scolarisés. À un moment où les luttes contre l'ensemble des

politiques mises en place par le gouvernement se développent, il nous semble indispensable que cette manifestation défende l'ensemble des luttes en cours et qu'elle soit unitaire. C'est le sens

de la tribune publique de Christine Poupin, Philippe Poutou et Olivier Besancenot, «Marée rouge en décembre», publiée dans *Libération* mardi 19 novembre. C'est aussi le sens de la lettre que

le NPA a envoyé aux organisations syndicales et politiques à la gauche des partis au gouvernement en vue de l'organisation d'une réunion unitaire ces prochains jours.

**Roseline Vachetta**

À Paris le 5 Mai. DR



## Le chiffre

# 5 milliards

C'est en euros le montant des économies faites par l'État grâce aux allocations RSA non réclamées. Soit par manque d'information, soit parce que les formalités sont incompréhensibles, soit parce que les gens ne veulent pas être accusés de profiter du système...



## Agenda

**Lundi 25 novembre, réunion publique du NPA, Poitiers.** Avec Olivier Besancenot à 20h30, maison du peuple, salle Jouhaux (rue Arsène-Orillard).

**Samedi 30 novembre, manifestation de la journée mondiale de lutte contre le sida, Paris.** «Pas d'entraves à l'accès aux soins». Rendez-vous à 18h place de la République.

**Samedi 30 novembre, Fête de l'Humanité Bretagne, Lanester.** Avec pour le NPA Christine Poupin, au Parc des expositions du pays de Lorient.

À SUIVRE SUR  
[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)

## NO COMMENT

*Ce sacrifice avait un sens... Les responsabilités ne sont pas les mêmes pour tous... La responsabilité des gouvernements allemands, de la social-démocratie allemande est considérable dans le déclenchement de la guerre.*

JEAN-LUC MÉLENCHON, le 11 novembre au journal Sud Ouest, à propos des soldats morts pendant la guerre 14-18.

## L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction:**  
0148 70 42 27  
[redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org)

**Diffusion:**  
0148 70 42 31  
[diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)

**Administration:**  
0148 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN:**  
2269-3696

**Commission paritaire:**  
0414 P 11508

**Société éditrice:**  
Nouvelle Société de  
presse, d'audiovisuel et  
de communication.  
SARL au capital  
de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage:**  
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur  
de publication:**  
Ross Harrold

**Secrétaire  
de rédaction:**  
Manu Bichindaritz

**Maquette:**  
Ambre Bragard,  
Goulven Schaal

**Impression:**  
Rotographie, Montreuil-  
sous-Bois  
Tél.: 0148 70 42 22  
Fax: 0148 59 23 28  
Mail: [rotoimp@wanadoo.fr](mailto:rotoimp@wanadoo.fr)

IMPRIM'VERT®

## RACISME

**Minute :  
la nausée  
et les mains  
sales**

Dans le plus pur style de la presse nazie ou collaborationniste de la fin des années 30, le torchon Minute, dont on nous dit qu'il connaît actuellement des problèmes financiers, ose faire dans sa dernière parution une Une qui n'aurait pas détonné dans Au Pilon ou Je suis partout...

Animalisant ses cibles, en l'occurrence aujourd'hui Christiane Taubira en singe, l'extrême droite continue à alimenter son fonds de commerce inépuisable des préjugés les plus crasses que sont le racisme et la haine « des autres ». Minute, faut-il le rappeler, a une longue histoire commune avec le Front national. L'ancien milicien François Brigneau, cofondateur du F-Haine, en fut pendant longtemps le rédacteur en chef qui depuis 1962 n'a jamais ménagé son soutien aux candidats fascistes lors des échéances électorales. Minute a choisi le « camp Gollnisch » opposé provisoirement à Marine Le Pen. Quand on est facho, on est facho ! La présidente du F Haine atteinte d'amnésie chronique, toute mobilisée autour sa campagne de dédramatisation, ose jouer les vierges effarouchées devant l'ignoble attaque raciste dont est l'objet la ministre de la Justice. Certaine que « la meilleure défense, c'est l'attaque », elle prétend poursuivre en justice... la ministre, qui dans une réponse mesurée, avait rappelé en quelques mots ce qui constitue la quintessence de l'idéologie raciste, colonialiste et fasciste du Front national. Se partageant les rôles avec sa présidentiable de fille, Jean-Marie Le Pen en rajoute une couche, qualifiant Taubira d'« anti-française » au micro de France Inter.

**Quelle riposte ?**

Ce qu'il convient d'appeler maintenant « l'affaire Taubira » suscite légitimement une indignation générale chez les progressistes et les antiracistes, qui malgré ce que voudraient faire croire certains médias, sont encore majoritaires dans ce pays. Ainsi, le Parti socialiste, totalement muet pendant la séquence réactionnaire de « la manif pour tous » et du « printemps français », incapable de défendre ses promesses électorales sur le droit de vote des étrangers résidant en France, semble découvrir qu'il serait temps de marquer un coup d'arrêt à cette prétendue déferlante. Deux initiatives censées organiser la riposte sont proposées : un meeting du PS « contre les extrémismes » à Paris le 27 novembre... avec en guest star Manuel Valls (celui qui traque les sans-papiers et détruit les camps de Roms), et une « marche des républicains » le samedi 30 novembre à Paris, à l'appel entre autres de SOS racisme. Un tel flou oecuménique ne peut qu'ajouter de la confusion et détourner du combat mené par les organisations de sans papiers, le DAL ou les collectifs antifascistes... Ces initiatives s'affichent de fait en concurrence avec la Manifestation nationale organisée pour le 30<sup>e</sup> anniversaire de la Marche contre le racisme pour l'égalité et la justice pour tous qui aura lieu à Paris le samedi 7 décembre.

En se mobilisant pour le retour de Leonarda et de Khatchik, les lycéens ont montré une autre voie que celle de la récupération étatique de leur mouvement. En contraignant Marine Le Pen à annuler son voyage dans leur pays, les AntillaisEs, une nouvelle fois, nous prouvent que seule la mobilisation paye. Pas de fascistes dans nos quartiers... Pas de quartier pour les fascistes !

Alain Pajolat

## RYTHMES SCOLAIRES

**Répondre aux provocations du ministre**

Les journées de grève des 12, 13 ou 14 novembre dans l'éducation ont été comme annoncé des réussites.

À Paris, les animateurs ont été massivement en grève le mardi, seulement 75 écoles sur 660 ayant fonctionné normalement, avec des cantines ou des activités périscolaires complètement fermées dans la majorité. Cela a montré la force de frappe de ces salariéEs et l'ampleur de leur colère.

**Le mouvement continue** Chez les enseignants, la grève mercredi ou jeudi a été massive : environ unE enseignantE sur deux en grève, avec des pointes à 80 ou 90% de grévistes dans certaines villes, malgré l'absence d'appel national à la grève du SNUipp-FSU. Pourtant, une quarantaine de sections départementales

avaient appelé à la grève contre l'avis de la direction nationale, ce que le secrétaire général a l'audace de décrire de la façon suivante : « nous avons très clairement été engagés dans une quinzaine d'actions nationales sous forme de grèves et rassemblements. » Une façon de nier la fronde qui existe dans le syndicat majoritaire

contre les positions de la direction nationale, une fronde qui devrait se concrétiser par un appel national à la grève début décembre. À Paris, où la grève a atteint 70% (pour la sixième grève depuis un an sur ce thème), les discussions sur la reconduction ont commencé : dans les plupart des arrondissements, le principe de reconduire a été voté. Dans certains (18<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup>), une tentative de grève reconductible est en préparation à partir du 26 novembre. L'idée est de libérer du temps pour convaincre les hésitantEs, concrétiser le soutien des parents d'élèves (un sondage révèle que 65% d'entre eux sont favorables à l'arrêt de la réforme), organiser la convergence entre personnels de la ville et de l'Éducation nationale. Mais les difficultés sont réelles, les organisations syndicales, malgré des déclarations d'intention en assemblées générales, ne relayant pas ces appels à reconduire le mouvement. De plus, pour l'instant, les assemblées générales n'ont pas acquis la force de construire seules le mouvement. Mais des jalons sont posés pour continuer à construire la mobilisation.

**Pendant ce temps, rue de Grenelle...**

Alors que les personnels sont mobilisés, Vincent Peillon ouvre le plus naturellement du monde

des « concertations sur le métier d'enseignant », où se rendent bien gentiment les directions syndicales... Le ministre marche sur des œufs car il sait qu'il ne faut pas donner l'impression de lancer une nouvelle attaque. Pourtant, les annonces sont explosives. Il propose de redéfinir le temps de travail des enseignants, faisant croire qu'il s'agira d'un progrès alors que les premiers éléments concrets sont un projet d'annualisation du temps de service des enseignants remplaçantEs et l'exigence de faire travailler deux fois le 2 septembre (comme journée de pré-rentrée et plus tard en deux demi-journées devant élèves). Il propose encore de discuter du statut des directeurs d'écoles, alors que la réforme des rythmes scolaires pousse déjà à faire des écoles de petits établissements recrutant leurs animateurs et discutant, sous pression des mairies, de projet éducatifs locaux, ce qui renforce les inégalités sur le plan national. Enfin, il fait semblant de s'intéresser à l'éducation prioritaire, alors qu'il ne revient pas sur la suppression des postes de RASED (réseaux d'aide spécialisée aux élèves en difficulté) et sur la pénurie budgétaire.

L'enjeu pour le mouvement est que ces provocations soient comprises comme telles, et encouragent à se mobiliser pour faire reculer le gouvernement.

Antoine Larrache

**CRISE POLITIQUE Hollande-Ayrault face à « l'exaspération et la colère »**

La note d'octobre des préfets, supposée confidentielle, a atterri sur un ordinateur du Figaro qui l'a rendue publique. Elle dessine une « société en proie à la crispation, l'exaspération, la colère ». Ce « sentiment d'accablement », c'est aussi la chute libre de Hollande-Ayrault dans les sondages, un record dans l'histoire de la V<sup>e</sup> République : 15% d'opinions favorables.

La défiance est générale et on voit mal comment l'exécutif pourrait reprendre la main. Remaniement, changement de Premier ministre, dissolution, avant, après les municipales... Quoi que décide ou non Hollande, ce sera perçu comme un désaveu de sa propre politique et du gouvernement, l'expression d'une faiblesse, un recul quine changera rien. La logique à l'œuvre obéit à des ressorts profonds qu'aucune manœuvre ne pourra enrayer. Le pouvoir est bien incapable de changer de politique. Au contraire, il s'enferme dans sa soumission aux intérêts des patrons et des banques dont les travailleurs et la population paient le prix. La croissance devait revenir... mais le PIB a reculé de 0,1% au troisième trimestre. La courbe du chômage loin de s'inverser continue de se dégrader. Les impôts frappent les classes populaires de façon particulièrement injuste, en particulier par le jeu du gel du barème de l'impôt sur le revenu. La réforme scolaire concentre tous les ressentiments, mais Ayrault n'en

a cure : elle « devait être faite et serait faite »... « Dans la tempête, les Français jugent leurs dirigeants à leur capacité à tenir le cap, à faire preuve de sang-froid et de fermeté, de fermeté d'âme et ne pas se laisser balloter au fil des événements comme un bouchon sur l'eau », affirme-t-il sans rire... Et, avec cynisme, il se félicite de la hausse de la TVA : « elle va permettre de financer la baisse du coût du travail dans toutes les entreprises [...] Cela ne s'est jamais fait ». Effectivement, et c'est bien cette servilité vis-à-vis du patronat et des riches, cette arrogance et ce mépris des classes populaires et des plus faibles, l'hypocrisie et le double langage, qui unissent le Président et son Premier ministre dans le même rejet populaire.

**Changer de cap ou changer les rapports de forces ?**

Son propre camp exprime à haute voix ses doutes. Malek Boutih appelle à « remplacer d'urgence » Ayrault, suivi par Anne Hidalgo. À droite, Roger Karoutchi s'en réjouit : « des

parlementaires PS demandent le remplacement d'urgence de Ayrault sur le thème il y a le feu à la maison. Si eux mêmes le disent... Pour Malek Boutih, il faut un remaniement pour donner l'impression au pays qu'il est écouté... Tout est dit. La vraie solution : dissolution » rétorquent Philippot et le FN. Mélenchon, quant à lui, ironise sur Ayrault : « une erreur de casting » pour refuser « un changement cosmétique en remplaçant ce pauvre Ayrault par je ne sais qui d'autre ». Et Pierre Laurent revendique de changer de cap. Un changement de politique ? Un changement de cap ? Qu'est-ce que cela peut

bien vouloir dire ? Comment croire que ce gouvernement, cette majorité, pourraient mener une autre politique, même si le Front de gauche la rejoignait, même si Mélenchon réalisait son rêve, devenir Premier ministre ? Un changement de politique ne pourra venir que des luttes et des mobilisations pour changer le rapport de forces, construire une opposition à ce gouvernement et contre la droite et l'extrême-droite. Ouvrir la perspective d'un gouvernement qui en finisse avec l'austérité, en rupture avec le capitalisme.

Yvan Lemaître

DR



# CHILI Retour de Michèle Bachelet et continuité néolibérale

Ce dimanche 17 novembre avait lieu le premier tour des élections présidentielles et parlementaires, après 4 ans de gouvernement de droite. Bref tour d'horizon.

Depuis des mois, l'affaire semblait entendue : Michèle Bachelet serait la prochaine présidente de la République, initiant ainsi un second mandat après quatre années de gouvernement de Sebastián Piñera, entrepreneur multimillionnaire, regroupant derrière lui droite libérale et ex-partisans du dictateur Pinochet. Finalement, Bachelet devra attendre le 15 décembre prochain et un deuxième tour pour savourer sa victoire, mais les plus de trois millions de voix qu'elle engrange (plus de 46% des votes), lui donnent une longueur d'avance écrasante face à sa principale adversaire, Evelyn Matthei (25% des voix). Et les élections parlementaires lui offrent de plus la majorité au sein des deux chambres du congrès.

## Social-libéralisme, abstention massive et intégration du PC

Alors que la droite est au pouvoir depuis 2010, la campagne de Matthei a été un large fiasco. Après plusieurs erreurs de « casting », c'est finalement cette ministre de Piñera, fille d'un général de la dictature, qui a déployé un discours catholique ultra-conservateur. En face, dotée d'un budget de campagne démesuré et du large soutien des classes dominantes, Bachelet est revenue des États-Unis (où elle dirigeait « ONU Femmes ») avec une popularité incontestée. Gommant au passage le fait qu'elle est le plus pur produit de la Concertation, coalition de sociaux-libéraux et démocrates-chrétiens qui a dominé

la vie politique pendant 20 ans (1990-2010), approfondissant le modèle néolibéral forgé durant la dictature (1973-1989).

Les communistes ont pourtant choisi d'intégrer la coalition, rebaptisée « nouvelle majorité » pour l'occasion, et appelé à voter dès le premier tour pour Bachelet. Ils ont ainsi pu bénéficier de quelques circonscriptions leur permettant de doubler le nombre de leurs députés (avec 6 sièges). Parmi ceux-ci, l'ex-dirigeante des Jeunesses communistes, Karol Cariola ou encore la leader étudiante Camila Vallejo. Mais au prix fort : malgré le mécontentement de nombreux militants, le parti redore le blason de la Concertation, jusque-là dénoncée comme un instrument du capitalisme, et devient une sorte de faire-valoir « de gauche » du futur gouvernement au sein des syndicats (dont la CUT, dirigée par une communiste)...

## Apathie populaire, faiblesse de la radicalité

Néanmoins, la majorité des classes populaires ne se sent pas représentée par Bachelet et un système institutionnel façonné par la dictature. Sur les quelque 13 millions d'électeurs et alors qu'une récente modification électorale a aboli le vote obligatoire, seuls 50% se sont déplacés aux urnes : un record historique ! Si certains secteurs militants ont appelé consciemment à la « grève électorale », c'est surtout l'apathie et le désenchantement qui dominent encore, dans une société marquée par l'atomisation néolibérale. C'est également ce qui confirme le résultat — marginal — des candidatures à gauche. Sur les neuf candidats, deux ont tenté de mettre en avant un discours anti-néolibéral,

revendiquant un programme de rupture avec le consensus établi. Marcel Claude, économiste présenté par le Parti humaniste, et soutenu par un mouvement large regroupant notamment plusieurs petits collectifs issus de l'extrême-gauche, ne regroupe que 180 000 voix (2,8%), malgré une percée médiatique réussie. Quant à Roxana Miranda du parti Égalité, elle a su incarner l'irruption d'une femme combative et décidée, issue du peuple et des quartiers pauvres. Mais son discours de dignité, ouvertement anticapitaliste, n'a pas percé (1,2%).

## Le spectre des luttes

Cependant, la conjoncture pourrait être agitée dans les mois qui viennent. Les années précédentes ont été celles de grandes mobilisations : luttes massives des étudiants, grèves des salariés de plusieurs secteurs, luttes écologistes et régionalistes. Il y a bien un réveil de celles et ceux « d'en bas », avec en ligne de mire l'héritage de la dictature. Bachelet a d'ailleurs dû tenir compte de l'irruption des thématiques imposées par le mouvement social.

Ainsi est apparu dans son programme le retour « graduel » à la gratuité dans les universités subventionnées par l'État, la réforme fiscale et la réforme de la Constitution (mais sans s'engager en faveur d'une assemblée constituante), la création d'une caisse de retraite étatique ou encore le mariage pour tous. Une manière aussi d'anticiper de futures mobilisations : à tel point que les principaux représentants du patronat ont applaudi. À 40 ans du coup d'État, « que tout change pour que ne rien ne change » ? À moins qu'un troisième tour social ne vienne, à nouveau, remettre les ruptures anticapitalistes à l'ordre du jour. **De Santiago du Chili, Franck Gaudichaud**



## Le monde en bref

### IRAN Tractations autour du nucléaire

Sur fond de crise économique et sociale violente, le régime de Téhéran entend obtenir un compromis avec les puissances impérialistes. C'est le sens du nouveau round de négociation engagé entre la République islamique d'Iran avec le groupe 5+1 (cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU et l'Allemagne). La population subit la politique économique du régime marquée par le clientélisme, la corruption des différentes factions qui se partagent le pouvoir et le parasitisme des Gardiens de la Révolution qui contrôlent environ 40% de l'économie du pays. À cela s'ajoute le poids de l'embarco criminel imposé par les grandes puissances. Ainsi, en 2012 le taux de croissance du PIB était de -5,2%. Le taux de chômage, qui varie selon les différentes statistiques officielles de 15 à 20%, est en réalité plus proche des 35% et l'inflation avoisine les 40%. Le pouvoir d'achat de la population a chuté de 72% entre 2005 et 2012. Plus de 50% des 77 millions d'Iraniens vivent sous le seuil de pauvreté.

Cependant, les sanctions imposées par les puissances impérialistes n'ont pas stoppé le programme nucléaire de Téhéran. Elles ont juste permis aux dignitaires du régime et aux Gardiens de la révolution de s'enrichir en organisant le marché noir et la contrebande. Mais le régime doit faire face à ses divisions internes qui s'exacerbent à mesure que le pays s'enfoncé dans la crise, au rejet d'une frange de plus en plus large de la population et enfin aux bouleversements que connaît le Moyen-Orient sous l'effet entre autres, de la politique colonialiste de l'État d'Israël, des guerres impérialistes en Irak et en Afghanistan, des révolutions arabes et de la situation syrienne.

Les effets combinés de ces crises et les impasses de l'impérialisme ont ouvert une nouvelle période dans les relations entre la République islamique d'Iran et les grandes puissances. Le régime de Téhéran a des ambitions de puissance régionale, et compte discuter avec les États-Unis un compromis « gagnant-gagnant ». Cela passe par une nouvelle phase de négociations et de compromis avec les grandes puissances impérialistes, autour du nucléaire, de la levée progressive des sanctions et de la question syrienne. C'est le sens des tractations qui ont repris mercredi 20 novembre à Genève.

Les négociations seront sans doute longues et difficiles mais il est évident que les États-Unis et la République islamique souhaitent parvenir à un compromis. La France quant à elle n'a pas les mêmes intérêts immédiats d'où une position maximaliste. Fabius et Hollande se font aujourd'hui les portes-voix de l'État colonialiste d'Israël et du royaume des Saoud, symbole de l'intégrisme et de l'archaïsme dans la région. Quant aux peuples d'Iran, ils n'ont rien à attendre des puissances impérialistes et de la dictature théocratique qu'est la République islamique. Depuis l'élection de Rohani, une nouvelle vague de répression est à l'œuvre à l'encontre des travailleurs en lutte pour leurs droits. Cela s'accompagne d'une série d'exécutions de prisonniers, notamment de prisonniers politiques kurdes. Plus que jamais les forces progressistes ont besoin de notre solidarité. **Babak Kia**

### POLOGNE Libre!

Emprisonné pour s'être opposé aux expulsions (voir L'Anticapitaliste n°217), Piotr Ikonowicz a été libéré après avoir fait 14 jours de grève de la faim et après avoir payé la caution de 1800 zlotys (430 euros).

## OMAN

# La longue grève des enseignants

Les enseignants d'Oman étaient en grève tout au long du mois d'octobre. Leurs revendications, qu'ils avaient déjà émises lors de mouvements antérieurs en 2011, ont été présentées sur les réseaux sociaux, faute de syndicat...

Ces revendications tournent autour de l'avancement à l'ancienneté, la revalorisation salariale, deux mois de congés payés, une assurance santé, une diminution des heures de cours, le refus de la non-mixité, et la rédaction d'un protocole définissant la fonction enseignante, qui relève aujourd'hui du service civil, en vertu de l'article 12 de la Loi fondamentale, ainsi qu'une représentation syndicale aujourd'hui inexistante. Au 1<sup>er</sup> octobre, 743 écoles étaient en grève sur 1047, soit 70% des 50 000 enseignants qui venaient dans les écoles et renvoyaient les élèves à la maison. Du côté du pouvoir, il y eut tout d'abord l'exhortation à la patience et les engagements télévisés de Madiha Chaïbani, la ministre de l'Enseignement et de l'Éducation, à élaborer une loi « dans le futur ». Les membres de

la commission de l'enseignement du conseil de la Choura se déclaraient de leur côté sensibles aux revendications. Lors de la rencontre au ministère, il y a eu des promesses, notamment sur l'avancement, des équipements de salles de sport, les hausses des salaires, et le refus de la non-mixité ou de la baisse des heures de cours. Une nette préférence de dotations fut promise aux écoles de la capitale, Mascate, de l'avis de nombreux enseignants.

## Contre les pressions et le blackout

L'enseignement étant considéré comme une « mission », plus que comme un emploi, nombreuses furent les voix qui incitèrent à mettre fin à la grève. Au bout de trois semaines, le ministère annonça des sanctions administratives et légales de rétorsion, prévues par les articles 106 et 116 de la loi du service civil relative aux devoirs

des fonctionnaires, puis revint dans un second temps sur les retenues sur salaires. Plusieurs directeurs d'écoles furent néanmoins interpellés.

Cette grève inédite de par sa longueur aura longuement marqué le débat, essentiellement sur les réseaux sociaux. Les enseignants ont le sentiment d'avoir fait passer le message et durablement marqué les esprits, en dépit du blackout médiatique, de la campagne orchestrée contre eux dans l'opinion publique et de l'absence de solidarité internationale. Sans piper mot de la grève, et à la veille du 43<sup>e</sup> anniversaire du règne du Sultan, les dirigeants ont fait des annonces successives. Lors de la 3<sup>e</sup> conférence de l'Unesco, la ministre de l'Enseignement a annoncé la refonte des structures éducatives. Puis le Sultan Qabous a émis un décret (qui a force de loi) devant

prendre effet en 2014 prévoyant l'unification des échelons et des salaires des fonctionnaires — soit une hausse des salaires pour les enseignants —, ainsi qu'une unification des régimes de retraite.

La joie est mitigée, car ces augmentations n'avaient pas été prévues dans le budget 2014 et un alinéa les conditionne aux revenus du pétrole... Et pour s'assurer qu'il n'y ait pas de mauvaise surprise de ce côté-là et parer à toute éventualité, le ministre de la Main-d'œuvre, a émis un décret interdisant la grève « dans les institutions qui fournissent des services publics ou essentiels pour le public ou dans les institutions pétrolières, les raffineries des ports et les aéroports », soit les secteurs les plus combattifs depuis que la contestation ne cesse plus dans le Sultanat, à savoir janvier 2011. **Luiza Toscano**

# Une fonction politique

Les violences faites aux femmes sont multiples : psychologiques, physiques, sexuelles... ces trois dimensions s'articulent fréquemment. Cela va du harcèlement psychologique des publicités et des médias<sup>1</sup> aux viols conjugaux<sup>2</sup>, en passant par la pénibilité plus importante du travail des femmes<sup>3</sup>. Et bien sûr, jusqu'au meurtre.



TITOM

**174** femmessontmortes en 2012 en France sous les coups de leur compagnon ou de leur ex, soit une moyenne d'un décès tous les deux jours<sup>4</sup>. Ces assassinats sont en augmentation constante (146 en 2011). Il est de bon ton de se désolidariser des auteurs de ces actes, de considérer ces violences comme des « dérapages », des « excès », voire des « déviations ». Il n'en est rien. Les violences faites aux femmes font partie intégrante du système patriarcal. Des conséquences logiques de l'objectification des femmes, qui assène depuis l'enfance que les femmes sont et doivent être à la disposition des hommes. Elles ont aussi une fonction répressive qui participe au maintien du système.

## Le couple hétéro, recours ou piège ?

Il suffit de regarder d'un œil critique l'injonction à être en couple hétérosexuel. Cette structure constitue comme on le sait un cadre d'exploitation non rémunérée de la force de travail des femmes au bénéfice direct de leurs compagnons (en passant de célibataires à « en couple », les femmes assument en moyenne 45 minutes de travail ménager supplémentaire, et les hommes... 7 minutes). Pourquoi donc les femmes continuent-elles à y adhérer ? Il faut regarder les motivations : le plus souvent les femmes vont mettre en avant le sentiment de sécurité. Un sentiment plutôt faussé lorsque l'on sait que la plus grande part des violences physiques et sexuelles envers les femmes ont lieu dans la sphère familiale !

## La solidarité masculine, contre l'émancipation féminine

Pour le comprendre, ce sont bien les violences omniprésentes et systématiques qu'il faut considérer. Les femmes sont poussées à s'associer à un homme (et donc à lui fournir des services domestiques et sexuels) dans un contexte où elles sont menacées par la violence... des autres hommes.

C'est encore l'image de l'assassin et du violeur de rue ou des transports en commun, qui exclut les femmes de l'espace public. C'est enfin la solidarité entre hommes qui permet avec bienveillance le harcèlement de rue, d'autant plus qu'une femme n'est pas clairement appropriée par un homme. Il s'agit bien là d'un système où la violence est utilisée pour astreindre les femmes à l'exploitation. Car le patriarcat n'est pas une idéologie flottante, mais un système dont une catégorie de la population est bénéficiaire.

On peut souligner que la vulnérabilité économique des femmes est une autre pierre angulaire du maintien du patriarcat : c'est bien la peur de la pauvreté qui oblige de nombreuses femmes à rester avec leur compagnon.

## La nécessité d'un mouvement autonome féministe lutte de classes

Le capitalisme est constitué actuellement sur des bases patriarcales : par exemple seulement 11% de femmes dans les conseils d'administration du CAC40, un patrimoine qui continue de se transmettre par les hommes, comme on le voit avec l'interdiction de la PMA pour les femmes « sans homme », célibataires ou lesbiennes).

Pour autant, s'il utilise des mécanismes du patriarcat, il sait fort bien s'accommoder des évolutions de genre. Comme le suggère Christophe Darmangeat, « en transformant le travailleur comme la travailleuse en salariés, dont les efforts devront s'échanger contre une certaine somme d'argent, le capitalisme établit que leur travaux, pouvant être mesurés par un étalon commun, sont constitués d'une substance unique ».

La division sexuelle du travail et l'oppression des femmes ne sont donc pas nécessaires au capitalisme, qui peut leur survivre : elles proviennent d'un système différent. La fin du capitalisme ne provoquerait donc pas mécaniquement la fin de l'oppression et de l'exploitation des femmes en tant que femmes, puisque celle-ci découle du patriarcat. Si donc il importe de veiller à l'articulation entre ces deux systèmes (mais aussi avec d'autres oppressions comme le racisme), il n'est pas possible de limiter la lutte pour l'émancipation des femmes à une intervention syndicale ou parasyndicale.

Les luttes contre les violences, pour le droit à disposer de son corps, nécessitent un mouvement autonome des femmes. Cela ne signifie pas un mouvement intégralement non mixte, mais avec des cadres non mixtes pérennes. Cela ne signifie pas non plus un mouvement a-classiste, ni qui reproduise d'autres formes d'hégémonie, en s'aveuglant sur l'articulation avec d'autres oppressions, comme celles des lesbiennes et des bisexuelles, des femmes racisées, en situation de handicap... Enfin, cela ne signifie pas un mouvement qui dédouane les autres organisations ouvrières d'intervenir dans le champ de la lutte contre le patriarcat.

Cela signifie un mouvement dirigé par et pour les femmes, dont l'émancipation des femmes constitue la boussole et la priorité. C'est-à-dire, en peu de mots, l'auto-organisation des opprimées. Le rôle du NPA en tant qu'organisation révolutionnaire est donc de contribuer à (re)construire un tel mouvement, en s'y investissant et en reconnaissant sa nécessité et sa légitimité.

### Chloé Moindreau

- 94 % à 97 % des anorexiques sont des femmes, ainsi que 97 % à 99 % des boulimiques.
- 25 % des appels aux lignes d'écoute du Collectif féministe contre le viol en 2006 concernent des viols conjugaux, 21 % des viols et agressions sexuelles par des personnes ayant autorité (supérieur hiérarchique, soignant, enseignant...), 6 % des viols et agressions sexuelles par des membres ou des proches de la famille. Dans 89,3 % des cas, l'agresseur est connu avant l'agression.
- L'INSEE signale que les femmes représentent 58 % des troubles musculo-squelettiques diagnostiqués. L'INRS alerte sur un lien possible entre travail de nuit et cancer du sein, et dénonce la sous-évaluation des cancers féminins liés au travail.
- Étude annuelle de la délégation aux victimes du ministère de l'Intérieur.



# Violences faites DES LUTTES

## Partout dans le m

D'après un rapport de l'OMS rendu public il y a quelques mois, une femme sur trois est victime de violences dans le monde (selon une étude menée dans 81 pays). Régulièrement, de nouveaux faits divers sordides viennent donner réalité à ces chiffres.

**L'**an dernier, en Inde, un viol collectif dont la victime est morte avait donné lieu à des commentaires ahurissants : des policiers mettant en doute la « vertu » de la victime, des hommes politiques conseillant aux femmes de ne pas sortir la nuit, jusqu'à un projet de loi instaurant un couvre-feu pour les femmes !

### Laisser-faire et répression

Des manifestations d'une ampleur inattendue se sont alors succédées : des milliers de femmes et d'hommes, beaucoup de jeunes, se sont mobilisés pendant plusieurs semaines pour dénoncer ce viol devenu emblématique de tous les autres. Les manifestantEs n'ont pas simplement réclamé justice pour cette victime, mais ont dénoncé toutes les violences subies par les femmes, dans un pays où le harcèlement sexuel est désigné par l'expression anodine « *Eve teasing* » (taquiner Eve) ! Elles ont aussi dénoncé le laisser-faire des autorités. Celles-ci ont d'ailleurs bien compris le message... en réprimant dans la violence ces manifestations. Mais la presse s'est fait l'écho et même le soutien de

cette mobilisation : un quotidien a ainsi publié pendant une semaine, chaque jour, le récit d'un viol à chacune de ses pages. Par le biais d'internet, les manifestations se sont étendues à l'ensemble du pays et ont été médiatisées dans le monde entier.

### Viols banalisés

De la même façon, un viol, et surtout son traitement par la justice, a récemment suscité l'indignation au Kenya : des hommes ayant violé une adolescente ont été condamnés à tondre la pelouse autour du commissariat ! Si les manifestations n'ont pas pris l'ampleur de celles qui avaient eu lieu en Inde, là aussi la colère a été relayée par internet et dans les médias. Une pétition a recueilli plus d'un million de signatures et a obligé les pouvoirs publics à reprendre la plainte de la jeune fille. Sur tous les continents, le viol reste une réalité dont on méconnaît la « banalité » : une récente étude menée dans six pays d'Asie montre qu'un homme sur quatre reconnaît avoir commis un viol. Les termes de l'étude sont intéressants : le mot « viol » n'a pas été employé par les enquêteurs, ce qui explique sans doute le grand

nombre de réponses positives : ceux qui reconnaissent avoir forcé leur épouse, ou une personne qui avait trop bu, ne considèrent généralement pas cet acte comme un viol. Pire, certains assument leur « droit » à imposer une relation sexuelle non consentie.



DR





DR

# ...s aux femmes : ...S À MENER !

Dossier réalisé par la Commission nationale d'intervention féministe

## monde

**« Une double révolution »**  
En Égypte, alors que les femmes ont pris une part importante dans les « printemps arabes », leur situation semble s'être dégradée. Déjà à l'époque des manifestations, de nombreuses exactions avaient eu lieu contre les femmes (l'ONG Human Rights Watch décomptait 91 femmes violées sur la place Tahrir en juin 2013). Une enquête de la fondation Thomson Reuters désigne désormais l'Égypte comme le pays du monde arabe où les

violences contre les femmes culminent. « Comme le montrent les tristes résultats de ce sondage, nous les femmes avons besoin d'une double révolution, l'une contre les divers dictateurs qui ont ruiné nos pays et l'autre contre un ensemble toxique de culture et de religion qui ruine nos vies en tant que femmes », commente l'éditorialiste égypto-américaine Mona Eltahawy. Dans tous les pays du monde, quels que soient les régimes politiques, les « cultures » et

les religions, des femmes sont victimes de violences. Le rapport de l'OMS indique : « il s'agit d'un problème mondial de santé publique, d'ampleur épidémique, qui appelle une action urgente ». Effectivement, il y a urgence, et le 25 novembre est l'occasion pour nous de rappeler qu'aux quatre coins du monde, des femmes souffrent, et se battent : nous soutenons leurs luttes contre les violences et contre le système patriarcal qui les perpétue. **Catherine Stotzky**

L'Inde contre le viol. DR



## Des hommes féministes ?

Les hommes peuvent-ils participer à la lutte féministe ? Derrière cette interrogation est posée tout le principe d'auto-organisation des opprimés. Or ils sont bien rares, les mouvements féministes qui excluent toute possibilité de soutien de la part des hommes. Les hommes peuvent donc s'investir dans cette lutte, bonne nouvelle ! Oui mais comment ?

Certains militants proféministes et chercheurs y ont précisément réfléchi : par exemple John Stoltenberg, dont l'ouvrage *Refuser d'être un homme* a été enfin traduit en français en avril dernier, ou Léo Thiers-Vidal dont les textes ont été rassemblés dans un ouvrage posthume sous le titre *Rupture anarchiste et trahison proféministe*, paru en février dernier. Sa thèse, *De « L'ennemi principal » aux principaux ennemis : position vécue, subjectivité et conscience masculines de domination*, a été préfacée par Christine Delphy, tout comme l'ouvrage de Stoltenberg.

### Respecter les stratégies

Bien sûr, il s'agit de ne pas prendre le pas sur les femmes, et leur imposer une stratégie pour leur propre émancipation. C'est à ce titre que les organisations d'hommes féministes se revendiquant comme telles doivent interroger, quand, pour soutenir les revendications de certains groupes féministes, elles s'opposent à d'autres (comme cela peut être le cas d'un collectif comme Zéro Macho).

Le fait que des hommes se retrouvent en position de déterminer la « bonne » stratégie et de peser davantage que les porte-parole

féministes dans les médias peut se révéler problématique. Ainsi encore, lorsqu'à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, une AG « non mixte hommes » a diffusé son texte urbi et orbi alors qu'aucun écho des AG non-mixtes femmes n'a été relayé...

Ne pas confisquer la parole, ni bien sûr reproduire des rapports de domination (y compris dans la sphère privée). Cela veut donc dire respecter les stratégies et les

agendas des féministes auxquels on choisit de se rattacher.

Thiers-Vidal et Stoltenberg convergent sur deux autres aspects essentiels de l'investissement des hommes dans le mouvement féministe : lire les ouvrages féministes et assumer un travail de terrain sur ces questions. À ces conditions, et à ces conditions seulement, un homme peut se déclarer militant féministe : il ne suffit pas de le dire pour l'être ! **C.M.**



## Visages de l'islamophobie

Après les mobilisations de Mamans Toutes Égales à Montreuil contre l'interdiction des femmes portant le foulard d'accompagner les sorties scolaires, c'est à Bobigny que s'est tenu le 13 novembre un rassemblement contre les discriminations, à l'initiative des premières concernées, des mères d'élèves des quartiers nords du Blanc-Mesnil (93).

En cause ? Une circulaire de l'Éducation nationale ainsi rédigée : « il est recommandé de rappeler dans le règlement intérieur que les principes de laïcité de l'enseignement et de neutralité du service public sont pleinement applicables au sein des établissements scolaires publics. Ces principes permettent notamment d'empêcher que les parents d'élèves ou tout autre intervenant manifestent, par leur tenue ou leurs propos, leurs convictions religieuses, politiques ou philosophiques lorsqu'ils accompagnent les élèves lors des sorties et voyages scolaires. »

### Les femmes visées

Quand l'islamophobie s'abat, c'est de plus en plus souvent sur les femmes. La focalisation se fait sur le port du foulard, avec une multiplication des lois à son encontre : loi interdisant le port du voile à l'école, loi interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public (visant le niqab et la burqa), interdictions aux femmes voilées d'accompagner les sorties scolaires, d'exercer dans les services publics, interdiction des signes religieux au domicile des assistantes maternelles, interdiction du port du voile dans les entreprises privées assurant des missions de service public (crèches notamment...). Tout cela se conjugue au renforcement de l'extrême droite

autour de la « Manif pour tous », ce qui a entraîné une augmentation effarante du nombre d'agressions islamophobes contre des femmes. La lutte contre l'islamophobie est

bien une lutte féministe : ce sont les femmes qui sont exclues des cadres de sociabilité, de l'éducation et de l'emploi. **C.M.**



DR

## LE BOURGET (93) H&M bloqué

En grève depuis le mardi 5 novembre, les salariéEs du dépôt H&M Logistics du Bourget ont remporté vendredi 14 une première victoire.

Le tribunal de Bobigny a débouté la direction qui demandait la levée du blocus et la condamnation de 9 grévistes à des amendes de 5 000 euros par jour. À l'appel d'une intersyndicale CGT-CFDT-FO-SUD, la grève a démarré sur un ras-le-bol généralisé, sur fond de crainte pour l'avenir.

### Ça se dégrade...

En 2009, malgré une grève de plusieurs semaines pour l'empêcher, le dépôt H&M du Bourget est passé à une société GBC dont le siège est en Belgique, mais l'unique client est H&M. Depuis ce changement de statut, les salariéEs de ce dépôt qui alimente 66 des 170 magasins H&M ont vu leurs conditions de travail et de salaires se dégrader. De 295 salariéEs en 2009, mais 350 en réalité avec la présence d'un volant permanent d'intérimaires, ils ne sont plus que 195 sans aucun intérimaire. Les arrêts maladie et les accidents du travail se multiplient, comme l'a récemment constaté l'inspecteur du travail. Cette dégradation est aggravée par la gestion de la direction en place depuis 2011, qui méprise et harcèle tant les personnels que leurs représentants qu'elle essaie de discréditer. Les primes de productivité qui représentaient plus d'un mois de salaire se sont effondrées. Enfin l'inquiétude est très grande sur l'avenir. Le contrat de GBC avec H&M assure au dépôt du travail jusqu'en octobre 2014...

CITIZENSIDE



La direction refuse toute discussion. Bien au contraire, elle répète aux salariéEs qu'ils ont les pires résultats et depuis 15 jours, alors que pas un seul camion n'est entré ni sorti du Bourget, l'approvisionnement est fait depuis la Belgique. Les salariéEs exigent d'H&M, leader mondial de l'habillement, des garanties sur leur avenir, ce qui est la moindre des choses.  
*Correspondante*

## BRETAGNE

# Pour une convergence des mobilisations

Signe d'une mobilisation qui continue, le Comité pour le maintien de l'emploi en Centre-Bretagne, créé il y a plus d'un mois, s'est réuni vendredi 15 novembre. Il a rassemblé environ 150 personnes, dont 40 salariéEs de Marine Harvest...

Malheureusement aucune organisation syndicale, ni aucun représentant du personnel n'a fait le déplacement. Seuls les salariéEs de Marine Harvest qui se sont battus pour récupérer des primes de départ, et les intérimaires qui iront pointer au chômage en mars 2014, étaient présents. Ils étaient venus pour remercier le comité de son soutien logistique et moral durant leur lutte. Malgré la fin de la grève, ils ne sont pas résignés. Pour le comité de soutien et pour les salariéEs présents, la lutte prendra d'autres formes. Conscient que c'est en restant uni qu'ils pourront peut-être obtenir une suite au site de Marine Harvest.

Durant la semaine écoulée, Carhaix est devenu le symbole de la contestation contre les taxes. Ce même vendredi 15 novembre, la filière d'horticulture réunissait plus de 250 « entrepreneurs » et des salariéEs venus de Bretagne bien sûr, mais aussi des Pays de la Loire, de la Manche, de l'Aquitaine, de Poitou-Charentes, du Nord ou encore de Midi-Pyrénées, contre le passage de la TVA à 10% au lieu de 5,5. Et cela sans compter la mobilisation menée ce samedi par les transporteurs pour protester contre l'écotaxe, et les centres équestres qui manifestaient ce même jour, pour protester contre le passage de leur TVA de 7 à 20%.

### Contre l'éparpillement

Du côté syndical, les tensions sont fortes. Un appel à manifester a été lancé pour le 23 novembre dans les 4 départements bretons, appel lancé par les organisations syndicales CFDT, CGT, Solidaires, CFSC, UNSA, CFE-CSG : « Pour l'avenir de la Bretagne, mobilisons-nous pour un Pacte social ». Au vu de la situation urgente que vivent plusieurs milliers de salariéEs de l'agroalimentaire, l'on aurait pu espérer lire des revendications plus claires, comme l'exigence d'un moratoire sur les licenciements ou encore la restitution des subventions publiques qu'ont empochées des entreprises comme Doux, Marine Harvest, Tilly Sabco, CAB et compagnie... Ce n'est pas le cas ! Quant à FO, il n'est pas question de rejoindre cette intersyndicale qu'il qualifie de « manifestation de soutien au gouvernement ». D'autre part, cette organisation syndicale

s'est désolidarisée du collectif *Vivre, travailler et décider en Bretagne* qu'il juge trop régionaliste. Pour FO, la question des licenciements est une question nationale et l'organisation appelle donc à manifester à Rennes contre les licenciements... le 24 novembre 2013.

Sans FO, les « bonnets rouges » appellent, eux, à manifester le 30 novembre à Carhaix pour l'emploi et pour la suppression claire et définitive de l'écotaxe. Pour l'instant, la seule organisation syndicale ouvrière qui s'associe à cette manifestation est le syndicat CGT des Marins du Grand Ouest, premier syndicat maritime du littoral français, avec comme unique mot d'ordre la défense des emplois, afin de soutenir les salariéEs de « Gad, Doux, Tilly-Sabco, Marine Harvest, etc. »

### Une perspective politique d'ensemble

Pour le NPA, nous continuerons, comme nous l'avons fait le 2 novembre à Quimper, à défendre des objectifs communs autour de l'interdiction des licenciements, l'arrêt de toutes les suppressions d'emplois, la réquisition sous contrôle ouvrier des entreprises qui licencient, et la baisse du temps de travail.

Nous avons milité — et continuerons de le faire — pour l'unité du monde du travail et de ses organisations, en opposition à la politique du gouvernement et du Medef, en solidarité avec toutes celles et ceux qui sont victimes de leur politique. Il appartient à la classe ouvrière et à ses organisations d'offrir une perspective politique d'ensemble, pour ne pas laisser la droite et l'extrême droite dévoyer le mécontentement.

Dans ce cadre, nous défendons la reconversion de l'agriculture et du secteur agroalimentaire. Le capitalisme agro-industriel détruit l'emploi paysan, l'environnement et mène la vie très dure aux salariéEs des usines. Nous refusons une société inhumaine qui sacrifie les hommes et la nature pour satisfaire la rapacité de quelques-uns. La mobilisation continue, en Bretagne et ailleurs.

*Correspondante*

PHOTO THÈQUE ROUGE/IMB



## LES NÔTRES Ciao Lucie!

Celles et ceux qui fréquentaient l'université de Rennes au moment de la lutte contre le CPE en 2006 se souviennent tous de Lucie Moitel.

Militante de Sud étudiant, elle pouvait galvaniser une AG de plusieurs milliers de jeunes, et le président de l'université tenta par la violence de lui arracher le micro... Ces images se sont fracassées pendant l'été 2007 dans un terrible accident de voiture. Après un long coma, paraplégique, Lucie ne se résigna pas pour autant. Elle lutta avec acharnement pour récupérer physiquement et mentalement, pour surmonter les obstacles que lui opposait son propre corps. En 2009, elle adhéra au NPA49 naissant et s'investit au niveau

national dans la commission handicap, par le web, mais aussi par sa présence physique, comme en 2010 lors de l'université d'été de Port-Leucate. Dans son fauteuil roulant, elle participait aux Marches de fierté angevines ou aux manifestations contre la réforme Sarkozy des retraites. À la longue, elle parvint même à gravir seule les marches de l'escalier étroit qui menait à notre salle de réunion...

Pourtant, fin novembre 2010, submergée par le désespoir, elle se jeta par la fenêtre de son studio. Devenue tétraplégique, elle fut alors confrontée pendant de longs mois à l'inadaptation



DR

des structures d'accueil. Le 6 novembre dernier, après une nouvelle pneumopathie, elle a décidé qu'il fallait mettre fin à sa survie médicalisée. Durant l'ultime entretien qu'elle donna à ses proches, elle s'interrogeait encore sur l'avenir d'une force anticapitaliste unifiée face à la poussée des idées xénophobes et fascistes...

Lucie est restée jusqu'au bout une militante dans l'âme. Le meilleur hommage que nous puissions lui rendre est de poursuivre son combat, notre lutte. On lâche rien ! Le NPA 49 adresse un salut fraternel et solidaire à sa famille, à celles et ceux qui l'ont connue et aux camarades de la Commission Handicap en particulier.  
*Ses camarades du NPA49*

## TENON (PARIS 20E)

# Victoire : un CIVG dédié

Après quatre ans de lutte, le Collectif Tenon a réussi : un centre d'interruption volontaire de grossesse dédié a ouvert le 25 octobre. Des locaux réaménagés et refaits à neuf, accessibles et séparés de la maternité, du personnel formé, attentif et à l'écoute des femmes, et une offre de choix des méthodes presque complète.

La tâche n'a pas été facile. Depuis 2009 et la fermeture du centre IVG, un collectif large et unitaire composé d'habitants du 20<sup>e</sup>, de militants de partis politiques et associatifs,

et de SUD et CGT Tenon, n'a pas cessé de se mobiliser.

En 2011, une première victoire partielle : le centre a été rouvert. Mais les conditions n'étaient pas les bonnes : il était éclaté entre

# BEAUVAIS (60) **Bosch doit payer!**

Le 4 novembre 2013 s'est déroulé le procès de l'amiante à Beauvais. 218 salariés de chez Bosch réclament 20 000 euros pour « préjudices d'anxiété et bouleversement de la vie ». 500 personnes étaient présentes pour soutenir cette action.

Implantée à Beauvais depuis 1957, cette usine a fabriqué des freins à disques de 1966 à 1985. Durant cette période, les salariés ont manipulé, usiné, rectifié, tronçonné des plaquettes contenant de l'amiante. Tout le personnel a été en contact avec cette matière. Aujourd'hui, des ouvriers sont morts du cancer de l'amiante. C'est pour cette raison et aussi grâce à l'évolution de la jurisprudence que les anciens travailleurs ont engagé une procédure en justice.

## Réparation pour les salariés

Bosch, qui avait racheté cette usine en 1996 à Allied Signal, refuse d'endosser cette responsabilité au motif qu'il avait racheté l'usine après l'arrêt de l'utilisation de l'amiante dans la production. Seulement la poussière était toujours présente

dans l'usine et il ne pouvait l'ignorer. De plus, Bosch s'est servi du décret amiante pour mettre tous les anciens salariés en cessation d'activité, et cela dès 2002. Tout cela pour arriver à la fermeture de l'usine en juin 2010, laissant 220 personnes et derniers embauchés sur le carreau ! La

fermeture de cette usine n'a donc pas représenté un coût important pour Bosch. Aujourd'hui il doit payer ! Le jugement sera rendu le 24 février. Le 25 novembre, ce sera le tour de Honeywell où une centaine de salariés demanderont la même indemnité pour les mêmes raisons... Ce

département de conditionnement et de vente de pièces de rechange de freinage, situé à Allonne près de Beauvais, faisait partie de la même entité que Beauvais, jusqu'au rachat par Bosch de l'usine beauvaisienne. En mars, une nouvelle vague de travailleurs se retrouvera devant le tribunal des prud'hommes pour les mêmes raisons. Ce seront donc plus de 500 travailleurs qui auront demandé réparation à leur patron...

Gaby Hauet



SAINT-OUEN (93)

# Quand une maire du Front de gauche veut détruire un campement Roms

À la suite des violentes expulsions de Roms qui ont eu lieu tout l'été, notamment en Seine-Saint-Denis, environ 800 Roms, dont de nombreux enfants, se sont repliés sur la zone industrielle des Docks de Saint-Ouen...



Leur campement empiète sur une voie ferrée qui dessert une centrale de la Compagnie parisienne de chauffage urbain (CPCU), qui alimente en chauffage hôpitaux, crèches et logements et a donc obligé la chaufferie à s'approvisionner en charbon par camions, ce qui représente un coût plus élevé par rapport au transport ferroviaire. Il n'y a donc en aucun cas un risque pour que les hôpitaux parisiens se voient privés de chauffage à cause du campement Rom, comme certains journaux ont vite fait de le laisser entendre...

## Bouc émissaire

Alors que le tribunal de grande instance de Bobigny a ordonné le 2 octobre l'évacuation du campement d'ici un délai de deux mois, la maire Front de gauche de Saint-Ouen, Jacqueline Rouillon, a rajouté une couche, en appelant à Manuel Valls afin de s'assurer que le démantèlement soit effectif, et cela avant le 12 décembre. À l'approche des municipales, dans la droite ligne de la politique du gouvernement PS, la maire de Saint-Ouen cherche un nouveau bouc émissaire pour éviter de parler des vrais problèmes de la ville (logement, emploi,

etc.) et canaliser l'opinion publique en criminalisant les Roms, cette population sur laquelle s'acharnent depuis des mois les pouvoirs publics et un large éventail de partis politiques. Une politique tellement de droite que la préfecture de Bobigny a été obligée d'expliquer que la perspective d'une évacuation en plein mois de décembre de quelque 800 personnes avec leurs matelas et leurs enfants sous le bras ferait scandale et que « les camions de charbon, c'est moins emmerdant ». Au NPA, nous dénonçons toute tentative d'expulsion et exigeons un relogement de tous les habitants dans des conditions dignes, ainsi que la possibilité pour les familles de scolariser leurs enfants, et de disposer d'un accès à l'emploi et à la santé.

CorrespondantEs

différents services de l'hôpital et le personnel était insuffisant. Le collectif a donc exercé une politique de contrôle sur la direction de l'hôpital, afin que cela devienne un vrai centre dédié.

## Rester vigilantEs

Cette victoire a eu ses opposants. En septembre 2011, SOS Tout-petits a commencé une campagne contre le centre. Chaque mois, ces intégristes catholiques sont venus prier aux portes de l'hôpital pour faire pression sur les femmes, les hospitaliers, et la population du 20<sup>e</sup> arrondissement, en espérant faire passer leurs idées rétrogrades. Ils se sont heurtés à la résistance tenace du collectif et de la population... Et ils ont même décidé la semaine dernière de démanteler devant la maternité de Port-Royal. Le dernier épisode de la bataille a eu lieu le 3 octobre. Après avoir appris que les travaux pour le centre avaient été interrompus, une délégation du Collectif s'est

rendu à l'hôpital et a demandé un rendez-vous avec la directrice. Cette délégation composée de femmes et de délégués syndicaux a été malmenée par les CRS qui sont

rentrés dans l'hôpital pour nous expulser (cf. *L'Anticapitaliste* n°214). La réouverture du CIVG ne signifie pas que le collectif Tenon baise la garde. On continue à être mobilisés

et vigilants, pour que les conditions de fonctionnement du centre ne se dégradent pas et qu'il continue à être un centre de qualité.

Virginia de la Siega

À Tenon en 2009. DR



DROITS DES FEMMES

# Vision rétrograde de 343 salauds...

Le dernier numéro du nouveau magazine *Causeur* a fait polémique autour de son manifeste des « 343 salauds » (réalisant par là-même un beau coup de pub). Au-delà de ce manifeste, c'est aussi l'ensemble de son dossier qui pose problème, car il reprend une bonne partie des thèses réactionnaires actuelles. L'écho qu'il a reçu n'est pas anodin.

Il y a tout d'abord ce manifeste des 343 salauds (moins nombreux en réalité) « qui sont allés, vont ou iront aux putes et qui souhaitent en garder la liberté »... Bien sûr, on a beaucoup évoqué la référence au « manifeste des 343 salopes » de 1971. Elles réclamaient le droit à l'avortement et à disposer de leur corps, risquant à l'époque une peine pour cela. Ici nos 343 connards réclament, eux, le droit à disposer du corps d'autrui, librement, et sans être blâmés pour cela... Ce mouvement se veut celui des « nouveaux résistants », qui ne cèdent pas aux ligueurs de vertu et qui se dressent contre le sexuellement correct. Parmi eux, on retrouve sans surprise, un bon paquet de néoréacs comme Éric Zemmour, Pascal Bruckner ou Frédéric Beigbeder.

## Le féminisme, un mouvement dépassé ?

Dans le magazine, tous s'expriment sur cette signature, et sur leur vision du monde. Ils partagent globalement le constat que les femmes ont pris le pouvoir, que notre société est devenue antihommes, antipolis, bref contre toutes les valeurs réputées masculines. Frédéric Beigbeder lui-même nous explique, presque sans rire, qu'il est obligé de porter la barbe pour prouver, qu'il est bien un mec, et qu'il appartient à une espèce en voie de disparition : le macho ! La patronne du magazine, Élisabeth Lévy, le rejoint dans cette analyse d'un féminisme qui serait « allé trop loin », aurait ainsi trahi les revendications libertaires de Mai 68, et serait passé de la revendication « mon corps m'appartient » à la « brigade des plumeaux ». Elle s'en prend notamment aux campagnes d'Osez le féminisme. On se demande pourquoi revendiquer une meilleure répartition des tâches ne serait pas une revendication politique, alors que c'est justement un des leviers pour l'émancipation des femmes.

## Une prostitution librement choisie ?

Une bonne part de leur dossier est consacrée à la prostitution qu'ils considèrent comme le « droit de deux adultes consentants d'avoir la sexualité qu'ils veulent, tarifée ou pas ». Une définition bien étriquée, et loin des réalités sociales. Ils reconnaissent l'existence d'une prostitution non choisie, et de la traite des femmes, mais souhaitent défendre celles qui ont choisi de « vendre librement leur corps, et même d'aimer ça ». Des arguments qu'on retrouve en partie dans la tribune de Philippe Caubère qui s'intitule très sobrement « on veut punir l'hétérosexualité ». Il y raconte avec fierté sa « vie de client » et affirme tout simplement que « quand on empêche les gens de faire l'amour, ils font la guerre ». Rien moins que cela.

## Retrouvons un féminisme joyeux et transgressif !

On pourrait trouver ça juste ridicule ou à vomir, mais on est obligé de l'envisager dans le contexte actuel du retour en force des idées conservatrices, depuis les antimariage pour tous jusqu'aux pères perchés sur des grues. Il nous faut mesurer à quel point le recul est profond. Le temps d'antenne accordé à Élisabeth Lévy et ses acolytes suite à la sortie de ce manifeste, et le peu de visibilité de leurs contradicteurs doivent nous alerter. Plus que jamais, relevons bien haut le drapeau du féminisme et de l'émancipation pour toutes et tous !

Hélène Pierre



## Les comités en action!

### Ariège le NPA refuse l'hibernation!

En janvier 2009, le comité ariégeois du NPA se mettait en place. Contrairement à l'ours, il n'était pas introduit depuis l'extérieur, mais constitué de militantEs jeunes en majorité, plus proches de l'écologie sociale que du trotskisme historique. Malgré les luttes contre la politique sarkozyste, le comité allait disparaître en raison de manœuvres bien éloignées de l'esprit de la fondation du NPA. Lors des élections présidentielles puis législatives en 2012, d'actifs militants toulousains allaient remotiver d'anciens adhérents du NPA. L'arrivée d'autres militantEs en Couserans et dans la Haute vallée de l'Aude a accéléré les choses. Nous avons donc décidé de relancer le NPA en organisant une réunion-débat à Foix autour du thème « *l'écologie sociale comme réponse aux défis du XXI<sup>e</sup> siècle* » le mardi 12 novembre. Une quinzaine de personnes y ont assisté, avec des apports riches et des promesses d'adhésions. Tractages, collages, communiqué de presse et surtout mise en place d'un site internet ([npa-ariège.org](http://npa-ariège.org)) grâce à la précieuse aide des camarades du Gers, ont permis à l'anticapitalisme révolutionnaire de réapparaître en Ariège. Nous ne comptons surtout pas hiberner.



Besançon (25)

### meeting réussi avec Christine Poupin

Plus d'une quarantaine de personnes se sont rassemblées jeudi 14 novembre pour entendre les propositions du NPA dans la situation sociale et politique actuelle. La réunion a débuté par l'intervention d'un camarade de Besançon sur l'extrême droite, les voies et les moyens de lutter contre le Front national. Christine Poupin a ensuite pris la parole pour développer la politique de notre parti aujourd'hui: s'opposer résolument à la politique pro-patronale du gouvernement et œuvrer à la convergence des luttes (explosion de colère populaire en Bretagne, révolte des lycéens contre les expulsions de jeunes sans papiers, aéroport de Notre-Dame-des-Landes, luttes contre les licenciements). Sans cacher les difficultés de concrétiser une opposition de gauche au gouvernement, notre porte-parole a su montrer les raisons d'espérer dans une situation potentiellement explosive. Le débat a suivi dans une ambiance chaleureuse et attentive et a porté sur le salaire socialisé, les raisons de la montée de l'extrême droite, l'augmentation du nombre de travailleurs pauvres, l'utilité de se présenter aux élections et nos perspectives de transformation sociale. La réunion s'est terminée par l'Internationale... et les dons pour la campagne financière.

### Essonne journée internationale contre l'exploitation des gaz de schistes

C'est le 19 octobre 2013 à Étampes que le Collectif contre la fracturation hydraulique et l'exploitation du gaz de schiste (où se retrouvent ATTAC, le PG, le NPA et beaucoup d'autres associations, syndicats et partis politiques) a clôturé cette journée de mobilisation par une conférence rassemblant 80 personnes. Cette réunion faisait suite à l'opération escargot qui avait vu une centaine de voitures se rendre à Vert-le-Grand où se situe l'un des 4 puits « cédés » à l'entreprise canadienne Vermillion pour la modique somme de 90 millions de dollars. Officiellement, pas de forages, juste une expertise géologique sans conséquence... Langue de bois et enfumage! Pour lutter contre l'emprise des trusts sur les ressources naturelles, la mobilisation doit se poursuivre et s'étendre au-delà de cette journée nationale. Exigeons du gouvernement actuel l'annulation totale des permis d'exploitation des puits, et l'interdiction de toute expérimentation liée à la fracturation hydraulique.

**L**e mécontentement pointe partout face à un pouvoir discrédité. « *Cela crée une situation instable de crise chronique, de tensions politiques et sociales [...]* Les reculs et défaites, l'absence de perspectives et d'alternative crédible du point de vue du mouvement ouvrier laisse les mains libres à la démagogie réactionnaire de la droite et du FN. » La tâche de l'heure est de contribuer à la convergence des révoltes et mobilisations pour changer le rapport de forces et construire une opposition politique à ce gouvernement. Le recul rend cette tâche difficile mais les points d'appui ne manquent pas. « Les mobilisations de la jeunesse, contre les licenciements, les rythmes scolaires, sont autant de cadres pour faire connaître nos idées, aider à la construction des luttes... »

La préparation des élections municipales aussi [...] Nous voulons convaincre de l'utilité qu'il y ait des listes d'opposition au gouvernement, qui refusent tout accord avec le PS au premier comme second tour, et soient de véritables porte-parole des travailleurs et des classes populaires contre les politiques d'austérité [...] Cette bataille est aussi une bataille de relance et de construction du NPA pour accueillir celles et ceux qui, à nouveau, regardent vers nous, redéployer notre activité et bien sûr réussir la campagne financière. Ces tâches de construction seront au cœur de la rencontre nationale des comités, avant la rencontre privé-public en janvier, une échéance importante pour développer notre intervention sur les lieux de travail » est-il écrit dans la résolution politique adoptée par 58% du CPN.

La nécessité de développer notre intervention dans la jeunesse, en priorité dans les lycées et, pour cela, d'en faire une préoccupation de l'ensemble du NPA et pas du seul secteur jeune, a été l'objet d'une discussion particulière à l'occasion du compte rendu de la Conférence nationale jeune.

Nous avons également discuté de notre attitude par rapport à la manifestation du 1<sup>er</sup> décembre initiée par Jean-Luc Mélenchon (voir article en page 2).

### Convergences et désaccords

Si un large accord s'est dégagé sur l'analyse de la situation et l'essentiel des tâches, notamment avec ce qui a été fait en Bretagne, les points de divergences se sont centrés autour de la question de notre politique à l'égard du Front de gauche tant à propos des municipales, des mobilisations que de l'opposition au gouvernement. Ces désaccords se sont exprimés dans une deuxième résolution minoritaire. Une motion sur notre politique dans la lutte contre la réforme des rythmes scolaires a été votée à la quasi-unanimité ainsi qu'une motion sur notre campagne financière (voir ci-contre).

Nous avons fait le point sur l'état d'avancement de nos listes pour les élections municipales. Le chantier est ouvert, mais il est encore trop tôt pour faire un bilan précis tant sur les listes unitaires, le plus souvent avec des sections locales du Parti de gauche, que sur les listes présentées ou soutenues par le NPA seul. Nos listes seront des listes d'opposition pleinement indépendantes des partis gouvernementaux au premier comme au second tour. Cette orientation claire rendait inutile, aux yeux de

la majorité, le fait de préciser que nous étions opposés à d'hypothétiques fusions dites techniques ou démocratiques au second tour.

En conclusion, un CPN paradoxal qui a dégagé de larges accords au moment où les animateurs de la

position Y discutent de se constituer en courant. Le souci de nous donner les moyens de faire face à une situation sociale politique difficile mais ouvrant de nouvelles possibilités en est probablement la cause...

**Yvan Lemaître**

# Nous donner les moyens de notre politique

CPN

*Ce Conseil politique national du NPA s'est tenu samedi 16 et dimanche 17 novembre alors que la fronde sociale fait tache d'huile dans le pays: révolte bretonne, luttes contre les licenciements, mobilisations contre la réforme des rythmes scolaires...*

## Motion sur la campagne financière

« Lors du précédent CPN, nous nous étions fixé l'objectif intermédiaire de 200 000 euros pour début novembre. Un point d'étape où nous devons solliciter notre milieu proche, nous-mêmes militantEs, et toutes celles et ceux qui donnent chaque année. Nous ne sommes parvenus qu'à la moitié de l'objectif avec quelques 95 000 euros remontés à ce jour. Mais surtout il n'y a qu'environ 600 dons, certains venant de sympathisantEs, alors que nous sommes plus de 2 000 militantEs.

L'heure n'est donc point aux satisfecit mais au rebond. [...] Malgré le chiffre peu satisfaisant nous n'étions jamais parvenus à collecter une telle somme à cette période de l'année, et le rythme hebdomadaire, certes pas encore satisfaisant, continue de croître chaque semaine. Pour autant, l'enjeu financier est cette année bien supérieur et demande un effort supplémentaire. Notre campagne financière s'adresse très largement autour de nous à tout le milieu militant, à toutes celles et ceux qui ont de la sympathie pour nous. Elle doit être présente dans toutes nos interventions sur les entreprises, les marchés ou les fairs, lors de nos diffusions de tracts, meetings. L'intervention du NPA dans les mobilisations en cours et à venir a un coût financier. Le CPN réaffirme qu'au-delà de l'enjeu que représente la participation du parti aux échéances électorales de 2014, notre capacité à intervenir dans la lutte des classes, l'utilité fondamentale de notre parti, dépend aussi de notre capacité à réunir des fonds à la hauteur de nos ambitions. C'est aussi le prix de notre indépendance politique. Dans les prochaines semaines, nous devons y consacrer toute notre énergie. Il appartient à l'ensemble des camarades du CPN comme des directions locales de tout faire pour assurer la réussite de notre campagne financière. »

Pour plus d'informations, nous pour nous aider: [npa2009.org/souscription](http://npa2009.org/souscription)

PRESSE

## Lire et faire lire l'Anticapitaliste

*Comme nos lecteurs ont dû le remarquer, des efforts ont été entrepris pour rendre nos publications, journal hebdomadaire et revue mensuelle, plus vivantes, lisibles et intéressantes. Accompagnés du changement de nom début septembre, ces efforts doivent maintenant se traduire par une augmentation sensible de la diffusion.*

Celle-ci est à l'heure actuelle très en deçà des nécessités... et des possibilités. Lire notre presse permet pourtant de connaître et de faire connaître les positions du NPA sur l'actualité sociale et politique nationale et internationale, ses interventions, etc. C'est aussi un outil

peut trouver des arguments (notamment dans les dossiers), ainsi que des comptes rendus des mobilisations.

### Amplifier la diffusion

En collant l'affiche de l'Anticapitaliste, en distribuant autour de soi des cartons d'abonnement, on peut faire connaître la presse du NPA et en particulier gagner de nouveaux abonnéEs. Profitons de toutes les réunions du NPA, internes comme publiques, ainsi que des discussions avec nos amiEs pour causer de la campagne financière du NPA...

mais aussi de ses publications. Il est aussi possible pour les comités du NPA de recevoir des journaux pour les ventes militantes: lors des diffusions sur les marchés, dans les quartiers, à la porte des entreprises, etc. Ensemble, nous pouvons ces prochaines semaines trouver de nouveaux lecteurs. Plus qu'un journal, un outil pour lutter!

**Manu Bichindaritz**

Formulaire d'abonnement: <http://www.npa2009.org/content/abonnez-vous>  
Informations complémentaires et demande de matériel: [diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)



Exposition

# Vallotton l'insoumis

« Félix Vallotton, le feu sous la glace » jusqu'au 20 janvier 2014 au Grand Palais (Paris 8<sup>e</sup>).

Le « très singulier Vallotton », peintre et graveur franco-suisse de génie, est au centre d'une grande et belle exposition que lui consacre le Grand Palais, mais qui omet tout bonnement ses orientations libertaires.



Verdun, 1917, Paris Musée de l'Armée

Félix Vallotton (1865-1925) était venu de Lausanne à Paris perfectionner son trait et sa palette. Reçu aux Beaux-Arts, il préféra l'Académie Julian, plus populaire, gratuite pour les pauvres. Il rencontra des Communards fraîchement rentrés d'exil ou de relégation, des anarchistes proudhoniens ou bakouniniens, et une fois qu'il eut mis au point sa technique de xylographie, devint un des illustrateurs les plus en vue de la presse libertaire. Avec les (remarquables) critiques d'art qu'il envoyait à des journaux suisses, ses gravures sur bois, empruntant au style des vieux maîtres (Dürer, Holbein) comme à celui des estampes japonaises, avaient d'abord été un moyen de sortir de « la dèche » qu'il partageait avec une jeune

ouvrière illettrée et presque constamment malade – moments noirs qu'il n'oubliera jamais. L'audace de ses gravures (étranger, il était expulsable à tout moment) fit peu à peu connaître ses peintures, non moins osées si l'on regarde bien.

La Vie meurtrière

Vallotton était aussi critique d'art, dramaturge, romancier, et deux de ses récits, *la Vie meurtrière* (1907) et *Corbehaut* (1921), sont à lire pour leurs prouesses d'écriture et la noirceur du regard qu'ils portent sur la société bourgeoise d'avant et d'après la Grande Guerre. Ils font aussi justice d'une légende tenace : son mariage « bourgeois » (1899) avec la fille d'un important marchand d'art parisien l'aurait définitivement détourné de

ses idées anarchistes. Ses écrits et ses peintures montrent qu'elles n'en devinrent que plus « explosives », dès qu'il perçut comme autant de servitudes les relations familiales et mondaines qui lui étaient imposées. D'où son refus de la légion d'Honneur en 1912. Préférant définitivement « les chats aux enfants », il s'attacha à mettre au jour, dans des tableaux à scandale, tout ce qu'il peut y avoir de mensonge et de violence dans « l'amour » bourgeois ou sa « mythologie » classique. *La Haine* (1908), où Adam et Ève se défient comme plus tard Abel et Caïn, est un chef-d'œuvre du genre, préfigurant les créations d'Otto Dix et de la « Nouvelle objectivité ». Il faudrait aussi parler de ses œuvres de guerre, remarquables picturalement comme sur le plan des idées.

Passionné belliciste en 1914 (d'autres anarchistes le furent aussi), il se fit envoyer en Champagne comme « peintre aux armées », enregistra « le désastre profond », puis en tira un texte extraordinaire, *Art et guerre* (1917), ainsi que des toiles dépassant en invention et en puissance tout ce que le futurisme et le cubisme avaient élaboré sur ce thème. Subtil observateur de l'art de son temps, Vallotton ne fut jamais d'aucune école, hormis la sienne. Le sommet de son art est à chercher dans ses « paysages composés », où, à la manière du Douanier Rousseau (critique d'Apollinaire qui s'avère aujourd'hui un compliment), il aménageait une nature idéale, sensuelle, vivable, loin de « la vie meurtrière ».

Gilles Bounoure

Bande dessinée

# Le Transperce-neige, intégrale

De Lob, Rochette, Legrand, Casterman, 2013, 35 euros.



« **P**arcourant la blanche immensité / D'un hiver éternel et glacé / D'un bout à l'autre de la planète / Roule un train qui jamais ne s'arrête... Le « Transperce-neige », un train

révolutionnaire doté d'une traction à mouvement perpétuel, file droit devant lui à travers une planète dévastée et congelée. Il ne s'arrête jamais. À son bord, ce qu'il reste de l'humanité ayant survécu à un cataclysme qui a plongé le monde dans un froid polaire. Les passagers sont reclus dans leur wagon et le train reproduit les schémas d'une société cloisonnée et foncièrement inégalitaire. En tête, les wagons dorés, suivis des seconde classe, puis des laissés pour compte. Mais le train est aussi un « écosystème » en lui-même produisant sa propre énergie. Le tout est défendu par une dictature militaire aux méthodes inhumaines. Parmi les « laissés pour compte », un réprouvé, Proloff (Curtis dans le film), tente de se frayer un chemin vers l'avant et de percer les mystères du système. En chemin, il rencontre Adeline qui prend le parti des miséreux. La BD, dont la publication a commencé en 1982, est beaucoup plus poétique que le film, un film toutefois recommandé (voir *L'Anticapitaliste* n°217). Son succès en salle a même précipité la rupture de stock de la BD pendant quelques jours... Sylvain Chardon



Polar

# La disparition soudaine des ouvrières

De Serge Quadruppani, Folio policier, Gallimard, 2013, 7,20 euros.

Voici le second volet des enquêtes de la commissaire Simona Tavianello, commissaire anti-mafia de renom. En vacances avec son mari dans les Alpes, elle se retrouve embarquée à son corps défendant dans une affaire locale qui semble à première vue ne pas poser beaucoup de difficultés : elle tombe par

hasard, chez un apiculteur, sur le cadavre d'un ingénieur d'une multinationale de l'agroalimentaire. Mais il apparaît rapidement que l'arme du crime n'est autre que son propre pistolet de service qu'on lui a dérobé quelques heures plus tôt. Ce montage rocambolesque fait immédiatement soupçonner à la commissaire les services italiens, éminents spécialistes des coûts tordus, et donc des ramifications qui dépassent largement les acteurs locaux. S'il serait abusif de présenter ce roman comme un polar écosocialiste, il ne

reste pas moins que Quadruppani met en scène les grands débats agroalimentaires contemporains et les projets les plus fous de certaines multinationales. Derrière les interrogations en cours sur l'éventuelle disparition des abeilles – et l'impact considérable que cela aurait sur la planète – l'auteur traite à la fois des questions technologiques et politiques. Il revendique clairement son inspiration auprès du collectif *Pièces et main-d'œuvre* sur ce qui touche au développement des nanotechnologies, et plus largement aux ambitions de prendre le contrôle lucratif

d'activités aujourd'hui gratuites. En cela, et malgré le côté ultragauche de certains développements, ce polar est aussi une bonne introduction à la discussion sur le processus actuel de nouvelles enclosures, d'appropriation du vivant dans une logique de profit capitaliste. Comme son titre précédent, Quadruppani mêle – malgré quelques tics d'écriture un peu agaçants – réflexions politiques et jeux littéraires avec bonhomie, ce qui rend l'ensemble extrêmement divertissant et en fait un bon polar politique.

Henri Clément



Histoire

# La Révolution fut une belle aventure

Paul Mattick, L'échappée, 2013, 17 euros.

Connu comme théoricien des crises économiques et partisan des conseils ouvriers, Paul Mattick (1904-1981) fut un acteur du mouvement ouvrier radical, dans les usines et comme animateur de plusieurs organisations, durant la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, en Allemagne jusqu'en 1926 puis au USA, Chicago jusqu'en 1946, New York ensuite. Gamin révolté des rues de Berlin de l'après-première guerre mondiale, Paul Mattick commence par s'engager dans le

mouvement communiste spartakiste avant de devenir communiste anti-bolchevique. Au cœur des années de feu de la révolution allemande (1918-1924), il nous raconte son incroyable parcours entre action directe et répression, illégalité et clandestinité. Le reflux du mouvement révolutionnaire et la montée des forces autoritaires le poussent, avec d'autres, à l'émigration. Au USA, il s'engage au côté des IWW et autres groupes radicaux, et participe au grand mouvement des chômeurs des années 30, nous donnant quelques aperçus sur ces moments de grande agitation sociale. Cette aventure sur les 2 continents durant ces années de « l'âge des extrêmes », Paul Mattick la raconte avec sagacité, en laissant toute

leur place à ses camarades de lutte, sans oublier ses ennemis, évoquant les débats concomitants à l'action. Paul Mattick est un marxiste : « Pour moi, être marxiste signifie seulement reconnaître que Marx a découvert le talon d'Achille de la société capitaliste. Il l'a saisi à partir de la conception matérialiste de l'histoire et en appliquant la théorie de la valeur à la théorie de l'accumulation [...] Je suis résolument convaincu que ce système porte en lui le germe de sa désintégration [...] Je tiens cette conviction de Marx et c'est dans ce seul sens que je suis un « marxiste orthodoxe » ». « Je suis persuadé que sans crise, il n'y a pas de révolution. C'est une

conviction ancienne qui vient de Rosa Luxemburg, que l'on appelait la « théoricienne de la catastrophe » [...] Je ne conçois pas que la classe ouvrière s'attaque au capitalisme si la société ne connaît pas de crise profonde avec un état de décadence permanent [...] Sans catastrophe, il n'y a pas de socialisme possible. Or elle naîtra du capitalisme même. La classe dominante peut contrôler consciemment la politique mais nullement l'économie. Et la crise viendra de l'économie. » Ce livre exprime le puissant désir d'une société libérée de l'exploitation capitaliste, ce qui n'est pas totalement étranger à notre époque... JPP

librairie  
la-breche.com

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE

27 rue Taine 75012 Paris  
Tél. : 01 49 28 52 44  
Fax : 01 49 28 52 43

www.la-breche.com  
contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :  
Lundi : 14 h – 20 h,  
mardi au samedi :  
12 h – 20 h

